

# Ecoféminisme et «oekology»

## DES PÊCHEUSES BRÉSILIENNES POUR L'ENVIRONNEMENT

PAR ZOÉ MAUS,  
PERMANENTE COMMUNAUTAIRE  
AU CIEP-MOC

**A**nalyser les impacts du changement climatique et des effets de la destruction des écosystèmes implique de faire un pas de côté afin de déconstruire la complexité des

situations, en prenant en compte les multiples facteurs locaux mais aussi les rapports de force traversant nos sociétés. A cet égard, les concepts de justice climatique, d'écoféminisme ou d'écologie sociale apportent une analyse intersectionnelle prenant en compte les rapports de domination sur la nature induits par le capitalisme, le patriarcat et le racisme, et permettent ainsi de comprendre comment certains projets affectent cruellement les plus démunis, surtout dans les pays du Sud.

Sous couvert de développement économique et de recherche de croissance, le Brésil, comme de nombreux pays du Sud, s'est lancé dans des projets gigantesques, sans tenir compte des impacts potentiels sur la population locale, notamment les plus pauvres. Le complexe industriel construit à la fin des années 1970 à Suape, près de Recife, capitale de l'État du Pernambouc (Nordeste), illustre parfaitement cette vision développementaliste de l'économie dont les projets ne bénéficient le plus souvent qu'aux plus riches. Une analyse des conséquences socio-environnementales de l'implantation de ce projet montre qu'il est particulièrement néfaste pour les personnes les plus faibles et, en particulier, sur les femmes<sup>1</sup>.

### «OEKOLOGY»: ÉCOLOGIE SOCIALE, ÉCOFÉMINISME ET JUSTICE CLIMATIQUE

En 1892, la scientifique américaine Ellen Swallow propose d'étudier «l'oekology», qu'elle qualifie de «science de la qualité environnementale, prenant en considération les effets de l'industrialisation sur la santé, la qualité de l'air et de l'eau, des transports, de la nutrition». Elle envisageait d'appréhender l'environnement dans la façon dont il affecte la santé et la qualité de vie de ceux et celles qui s'y trouvent<sup>2</sup>. Cette vision de l'écologie marque les prémisses de l'écoféminisme et de l'écologie sociale en permettant de se défaire d'une vision universaliste tout en prenant en compte les particularismes. En effet, on ne peut faire abstraction d'une analyse différenciée des effets du réchauffement climatique mettant en lumière les multiples rapports de domination traversant nos sociétés «modernes». Ces rapports sont dénoncés par l'écoféminisme, tant culturel que social.

L'écoféminisme culturel montre comment la pensée occidentale moderne a développé, parallèlement au capitalisme, une domination des femmes et de la nature. Développant une conception de la nature comme étant une matière passive uniforme et régulière, destinée à être conquise, contrôlée et démantelée, cette pensée a légitimé l'exploitation des ressources naturelles et facilité le règne de «la science, la technologie et l'industrie». Elle est caractérisée par une série de dualismes (nature/culture;

## Agir pour le climat: témoignage d'une action

PAR ANAIS TRIGALET

**D**u 12 au 16 mai dernier à Ende Gelände (Allemagne), plus de 3000 européens, dont une centaine de Belges, ont mené une action de désobéissance civile de masse pour bloquer, pendant plus de deux jours, l'un des sites d'extraction les plus polluants d'Europe (une mine de charbon lignite et une centrale). Les objectifs poursuivis par ce Mouvement, qui s'inscrit dans le Mouvement mondial «Break free» («libérons nous!»), sont de poser une limite à l'extraction et à la combustion des énergies fossiles, de signifier aux Gouvernements et aux plus grands pollueurs que cette exploitation ira «jusqu'ici et pas plus loin!» et de défendre la justice climatique.

De cette expérience, quelques éléments peuvent être retenus: l'utilisation de la désobéissance civile comme mode d'action; le mode de prise de décision collective; la forte cohésion du groupe et la solidarité entre les personnes présentes et le soin porté aux individus.

En effet, refuser de coopérer et d'être complices d'entreprises et d'un pouvoir politique qui s'entêtent à poursuivre dans cette trajectoire injuste et destructrice constitue un acte politique fort, indispensable et qui relève de notre responsabilité citoyenne. Au niveau stratégique, recourir à la désobéissance civile n'est-il pas le mode d'action le plus efficace pour permettre au Mouvement climatique d'atteindre ses fins, surtout à l'heure où les mouvements sociaux qui ont souhaité s'exprimer au moment de la COP21 à Paris, ont été plus ou moins muselés au nom d'impératifs sécuritaires et où l'accord issu de cette COP mène, en réalité, l'humanité tout droit à la catastrophe climatique?

INFOS SUR CETTE ACTION ET SUR LA CAMPAGNE «BREAK FREE» 2016:

[HTTP://GERMANY.BREAKFREE2016.ORG/FR/?UTM\\_MEDIUM=EMAIL](http://germany.breakfree2016.org/fr/?utm_medium=email)

[HTTPS://FR.BREAKFREE2016.ORG/](https://fr.breakfree2016.org/)

femme/homme; passif/actif; matière/esprit), légitimant et justifiant ainsi différents processus de domination. La distinction (séparation en deux parties opposées), la hiérarchisation (ou valorisation: une partie supérieure à l'autre) et la subordination (la partie inférieure peut être légitimement subordonnée ou exploitée par la partie supérieure) sont autant de rapports justifiant la domination de l'homme sur la nature et les femmes. Comme le dit Carolyn Merchant, «*si l'on analyse la modernité du point de vue des femmes, de la nature et des classes les moins favorisée, on voit que celle-ci est moins reluisante et universelle: à la place du progrès et de l'émancipation pour tous, on trouve les ambitions dominatrices des «bourgeois conquérants», blancs, mâles, européens. Les femmes et la nature se retrouvent du mauvais côté*»<sup>3</sup>. Développé par des militantes du Sud, l'écoféminisme social rajoute à ces deux dominations (femmes et nature), la domination coloniale ou postcoloniale. Il y a donc une «*histoire environnementale de la race, comme il y a une histoire raciale de l'environnement*»<sup>4</sup>.

Pour Henia Belalia, «*l'effondrement de nos écosystèmes et les désastres ont toujours impacté certaines populations plus que d'autres, le plus souvent, des communautés qui ont un accès moindre aux ressources, tel le logement, qui les aideraient à survivre aux dégâts écologiques*»<sup>5</sup>. Ce courant remet en question le modèle de développement capitaliste dominant pour qui la recherche de la croissance est l'objectif premier, à l'instar des écoféministes Vandana Shiva et Maria Mies, qui dénoncent l'effet destructeur du capitalisme, que ce soit sur la nature ou les savoirs traditionnels, de par l'uniformisation de la production qu'il impose. Elles montrent que le capitalisme fait peser un lourd poids sur les pays du Sud, notamment en y transférant des activités productives<sup>6</sup>.

Par ailleurs, alors que l'économie capitaliste prétend être «autonome», elle est doublement dépendante: à l'égard de l'environnement dans lequel elle s'insère, d'une part, à l'égard des femmes et des tâches reproductives, d'autre part. Les femmes sont le plus souvent responsables des activités traditionnelles, mises en péril par l'industrialisation et la marchandisation du travail agricole, alors que leurs activités agricoles, considérées

comme relevant de la sphère privée ou domestique, sont le plus souvent exclues des statistiques économiques et invisibilisées. Dans ces pays, les femmes sont donc atteintes plus lourdement par les conséquences environnementales négatives du développement (capitaliste). Actuellement, le courant de la justice climatique tente de mettre au centre de son analyse les populations particulièrement vulnérables aux impacts du réchauffement, tout en reconnaissant les responsabilités communes mais différenciées entre pays ayant différents niveaux de développement<sup>7</sup>. Le cas du port brésilien de Suape est emblématique de cette imbrication entre différents niveaux de domination.

### UN DÉVELOPPEMENT DÉSORDONNÉ ET DRAMATIQUE

Dans la région de Suape, un des plus grands complexes d'investissements industriels d'Amérique Latine a été construit pour «*connecter l'État (du Pernambouc) avec le monde*». Le Nordeste brésilien tout entier devait en bénéficier. Les entreprises installées sont principalement des industries pétrolières, en grande partie liées à la Petrobras (compagnie pétrolière brésilienne) et des chantiers navals. La construction d'une usine hydroélectrique est en projet.

Depuis sa construction, le port ne cesse de s'agrandir, provoquant d'importants changements dans la région, la plupart dramatiques. Les études sur les impacts de l'installation du port de Suape font des constats accablants: expropriations de terres et déplacement de 25 000 personnes, urbanisation accélérée et non planifiée, augmentation non contrôlée de la population entraînant l'accroissement de problèmes de mobilité et de salubrité publique (égouttage, distribution de l'eau, récolte des déchets). La paupérisation est importante (40% de la population de la région disposent de moins de la moitié d'un salaire minimum pour vivre<sup>8</sup>) et la mortalité infantile est la plus élevée du pays<sup>9</sup>. Les conséquences environnementales sont également dramatiques, la pollution affecte toute la côte de l'État, abimant les plages mais surtout détruisant de nombreuses mangroves, véritables mines de biodiversité dont bénéficiaient les nombreuses communautés côtières. Selon Cavalcanti,

Suape est un exemple emblématique de cette «croissance» qui n'est pas synonyme de «développement»: «*la remarquable croissance du PIB -considéré par les économistes comme une «vache sacrée»- n'a pas empêché qu'une logique socio-économique perverse se mette en place dans la région. Paysage déformé, prostitution, inégalités, injustices, tout cela se passe avec la bénédiction du projet de développement qui alimente notre société*»<sup>10</sup>.

### MOBILISATION POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Tout autour du port de Suape et le long de la côte, de nouveaux complexes résidentiels modernes sont construits, avec un double objectif: loger les nouveaux travailleurs des entreprises du port tout en attirant une population de classe moyenne et des touristes. Cette urbanisation se fait sans concertation avec les communautés habitant la zone, détruisant ainsi leur environnement. Les communautés affectées sont des communautés traditionnelles, vivant de l'agriculture de subsistance, dans des liens étroits avec l'environnement. Au sein de ces communautés, de nombreuses femmes consacrent une partie importante de leur temps à la pêche côtière, dans les mangroves et affluents de la rivière Ipojuca. Cependant, leur activité, mais également leur santé sont menacées par la pollution causée par les travaux de dragage et d'approfondissement du chenal d'accès au port qui ont changé, de façon spectaculaire, leurs écosystèmes, en contaminant l'eau et le sol. Maria Vania, pêcheuse à Suape, explique que la quantité de fruits de mer présents dans les mangroves a diminué à cause de la pollution mais aussi du dragage des affluents de la rivière et de la zone côtière. Cette diminution de la pêche compromet les moyens de subsistance de leur famille et, par conséquent, le tissu social et les habitudes culturelles et traditionnelles de leurs communautés. La survie de leur famille est en jeu.

Lady, pêcheuse de la plage de Gaibu, témoigne: «*Les femmes ne peuvent plus aller pêcher parce qu'il n'y a plus de transport (pour aller sur les lieux de pêche)*». Les industries qui sont installées à Suape, ne nous ont rien apporté sauf des rejets chimiques, des maladies.



© REPORTAGE PHOTO & 88

© CÉCILE KEUSTERMANS

Auparavant, on s'asseyait pour pêcher mais, maintenant, nous devons rester debout, parfois quatre ou cinq heures, ce qui nous cause des maux de dos». Les pêcheuses sont victimes de nombreuses maladies infectieuses (infections urinaires et vaginales, maladies de la peau, etc.) qui sont apparues suite aux rejets des eaux polluées et du pétrole. A cause de cette pollution, elles sont obligées de rester debout de longues heures pour pêcher. Par ailleurs, elles subissent les conséquences d'un manque de services publics de santé et se heurtent également au refus de certains médecins de les soigner, prétendant qu'elles ne sont pas malades. Neinalia, de Cabo de Santo Agostinho, raconte également que lorsqu'elles vont chez les médecins du travail pour faire reconnaître leur maladie, ceux-ci disent qu'elles n'ont rien et prétendent qu'elles ne sont pas de vraies pêcheuses car elles sont habillées trop «proprement». Pour faire face à la détérioration de leurs conditions de travail, mais également de leur cadre de vie, les pêcheuses se sont organisées en syndicat, le *Movimento dos pescadores e pescadoras de Gaibu*, afin de faire valoir leurs droits collectivement. Elles ne revendiquent pas de meilleurs salaires, mais bien de pouvoir rester dans leurs communautés et garder le mode de vie et de pêche développé depuis des générations. Notamment, elles ont porté plainte contre une compagnie néerlandaise<sup>11</sup> pour dénoncer le fait que cette dernière n'avait pas averti les communautés traditionnelles sur les risques des projets exposant les pêcheurs à des situations qui mettent leur vie en danger. Elles dénoncent éga-

lement la détérioration de leur environnement et l'absence de mesures pour maintenir la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être. Enfin, elles revendiquent la prise en compte des demandes d'information des communautés locales sur les travaux en cours et à venir, notamment afin de garantir que les droits humains soient respectés. Le manque de concertation de l'État est aussi dénoncé par les pêcheuses.

### INTÉRÊT DE LA GRILLE DE LECTURE INTERSECTIONNELLE

Cette brève analyse de l'expérience des pêcheuses de Gaibu montre toute la pertinence d'une analyse intersectionnelle entre la classe, la race et le genre dans l'étude des enjeux climatiques et environnementaux mais également l'importance d'une quatrième dimension dans l'intersectionnalité: celle de la nature, qui complète et complexifie l'approche des trois premières dominations. Ce qui peut apparaître comme étant un simple cas de pollution au premier regard se révèle être une situation de domination et discrimination sexiste, classiste et raciste. Par ailleurs, la mobilisation des pêcheuses pour défendre leur milieu de vie, en s'adressant tant aux entreprises privées qu'aux autorités publiques, montre le rôle joué par les autorités publiques dans les questions environnementales. En effet, ce n'est pas seulement les entreprises privées qui sont responsables de la situation mais également l'État qui laisse faire, ou qui est incapable de faire respecter certaines règles ou principes par manque de moyens, financiers ou politiques. Ce sont eux qui sont, en effet, responsables des choix posés, des in-

térêts qu'ils défendent et des groupes sociaux et parties de la population qu'ils écoutent. Espérons que les pêcheuses de Gaibu réussiront à faire entendre leur voix pour arrêter les dégâts avant qu'il ne soit trop tard. ■

1. Les témoignages des pêcheuses du «Movimento dos pescadores e pescadoras de Gaibu» qui illustrent cet article proviennent du voyage d'immersion de Solidarité mondiale en janvier 2016 au Brésil. Un reportage radiophonique présente notamment leur réalité. A écouter sur <https://soundcloud.com/mafalda-ma-1/voyage-au-bresil%20>
2. LARRÈRE Catherine, «L'écoféminisme: féminisme écologique ou écologie féministe», dans *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 22, 2012 <http://traces.revues.org/5454>
3. LARRÈRE Catherine, *op. cit.*
4. KEUCHEYAN Razmig, «La lutte des classes dans la nature», dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, 2016 <http://chrhc.revues.org/4978>
5. BELALIA Henia, *Intersectionality isn't just a win-win; it's the only way out*, May 27, 2014 <http://tinyurl.com/h8c9foe>
6. MIES Maria et SHIVA Vandana, *Écoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1998.
7. RODRIGUEZ ACHA Majandra, *La justice et l'intersectionnalité face au changement climatique* <http://tinyurl.com/gm6xw9e>
8. Le salaire minimum est de 880 reais, soit 220€.
9. DE MEDEIROS Mércia Carréra et alii, «Os impactos do Complexo Industrial Portuário de Suape - CIPS nos municípios do Cabo e Ipojuca», dans *Revista de Arquitetura e urbanismo*, Vol. 4, n°7, 2014 <http://tinyurl.com/j6gtbxy>
10. Ecodebate, *Pesquisadores criticam impactos sociais negativos do complexo industrial de Suape, em Pernambuco*, n°2, aout 2013 <http://tinyurl.com/glqf3uk>
11. Voir <http://tinyurl.com/jl8lpmf>

### POUR EN SAVOIR PLUS...

- «CLIMAT, DIX ANS APRÈS STERN, DIX SEMAINES APRÈS PARIS» (DOSSIER), DANS *LA REVUE NOUVELLE*, N°2/2016, pp. 26-65.
- WALLENBORN GRÉGOIRE ET LUGEN MARIE, «RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE. DANGERS ET OPPORTUNITÉS DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT», DANS *DÉMOCRATIE*, N°2, FÉVRIER 2016, pp. 8-12 (EN LIGNE [WWW.REVUE-DEMOCRATIE.BE/INDEX.PHP/ENVIRONNEMENT/DEVELOPPEMENT-DURABLE/1166-RECHAUFFEMENT-CLIMATIQUE-DANGERS-ET-OPPORTUNITES-DE-L-ACCORD-DE-PARIS-SUR-LE-CLIMAT](http://WWW.REVUE-DEMOCRATIE.BE/INDEX.PHP/ENVIRONNEMENT/DEVELOPPEMENT-DURABLE/1166-RECHAUFFEMENT-CLIMATIQUE-DANGERS-ET-OPPORTUNITES-DE-L-ACCORD-DE-PARIS-SUR-LE-CLIMAT))
- BENJAMIN DENIS, «CHANGEMENTS CLIMATIQUES: UN GOUFFRE ENTRE SCIENCES ET POLITIQUES», DANS *DÉMOCRATIE*, N°10, NOVEMBRE 2014 (EN LIGNE: [WWW.REVUE-DEMOCRATIE.BE/INDEX.PHP/ENVIRONNEMENT/DEVELOPPEMENT-DURABLE/1078-CHANGEMENTS-CLIMATIQUES-UN-GOUFFRE-ENTRE-SCIENCES-ET-POLITIQUES](http://WWW.REVUE-DEMOCRATIE.BE/INDEX.PHP/ENVIRONNEMENT/DEVELOPPEMENT-DURABLE/1078-CHANGEMENTS-CLIMATIQUES-UN-GOUFFRE-ENTRE-SCIENCES-ET-POLITIQUES))
- «UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE EST-ELLE POSSIBLE?» (DOSSIER), DANS *L'ÉCONOMIE POLITIQUE*, Ed. ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, N°69, JANVIER 2016.
- *LE LIBRE ÉCHANGE, MAL DU CHANGEMENT CLIMATIQUE* (DOSSIER), BRUXELLES, Ed. MÉDECINE POUR LE TIERS MONDE, DÉCEMBRE 2015 (EN LIGNE: [WWW.M3M.BE](http://WWW.M3M.BE))
- «CLIMAT: LA GAUCHE AU PIED DU MUR» (DOSSIER), DANS *POLITIQUE. REVUE DES DÉBATS*, N° 91, SEPTEMBRE-OCTOBRE 2015 (EN LIGNE: [HTTP://POLITIQUE.EU.ORG/SPIP.PHP?RUBRIQUE166](http://POLITIQUE.EU.ORG/SPIP.PHP?RUBRIQUE166))